

Les partis gouvernementaux et pro-européens s'effondrent aux élections législatives grecques

Corinne Deloy

Résultats

Les deux « grands » partis gouvernementaux, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et la Nouvelle Démocratie (ND), se sont effondrés aux élections législatives qui se sont déroulées le 6 mai en Grèce. Alors qu'ils avaient recueilli ensemble, 77,4% des suffrages lors du scrutin du 4 octobre 2009, ils ne rassemblent que 32,1% des voix trois ans plus tard, ce qui devrait rendre difficile la formation d'un gouvernement de coalition.

Les deux partis ont été sanctionnés pour avoir accepté les conditions d'austérité drastiques attachées aux deux plans de sauvetage de la Grèce du Fonds monétaire international (FMI) de l'Union européenne (mai 2010 et octobre 2011). La ND est arrivée en tête du scrutin avec 18,85% des suffrages et 108 sièges (+ 36). Le PASOK est sorti laminé du scrutin, recueillant 13,18% des voix (41 sièges, - 88). Les deux partis ne remportent donc ensemble que 149 sièges, soit - 2 sièges par rapport à la majorité absolue du Parlement (151).

Le PASOK a été devancé par la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) qui obtient 16,78% des suffrages (52 sièges, + 41) ; ce qui met fin à la bipolarisation du pays en vigueur depuis le retour de la Grèce à la démocratie en 1974.

Dès l'annonce des résultats, Alexis Tsipras, leader du SYRIZA, a immédiatement appelé à la formation d'une coalition contre les conditions imposées au pays par le FMI et l'Union européenne en échange de leur aide financière. « *Par leur vote, les électeurs grecs ont donné un mandat pour une nouvelle aube pour notre pays, où la solidarité et la justice remplacerait les mesures barbares des plans de renflouement* » a-t-il déclaré. Alexis Tsipras est favorable au gel des remboursements d'Athènes à ses créanciers et à la renégociation du plan de sauvetage. « *Affirmer que notre appartenance à l'euro est en danger est un mythe construit de toutes pièces, un chantage exercé par les partis favorables aux plans de renflouement et un outil visant à pressurer le peuple afin qu'il accepte des mesures qui nous amèneront la misère* » a-t-il répété durant la campagne électorale. Le Parti communiste (KKE) d'Aleka Pappalardo, qui a pris la 5e place avec 8,48% des suffrages (26 sièges, + 5), a toutefois rejeté l'offre de la Coalition de la gauche radicale.

Le Parti des Grecs indépendants (AE), créé le 24 février dernier par l'ancien ministre de la Politique maritime et insulaire, Panos Kammenos, a pris la 4e place en recueillant 10,6% des voix (33 sièges). La Gauche démocratique (DIMAR) créée fin juin 2010 et dirigée par Fotis-Fanourios Kouvelis, a obtenu 6,1% des suffrages (19 sièges) .

En revanche, l'Alliance démocratique (DS), fondée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis, comme le parti d'extrême droite de l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS), fondé et dirigé par Georgios Karatzaferis, échouent à atteindre le seuil de 3% des voix indispensables pour être représenté au Parlement. Elles ont recueilli respectivement 2,6% et 2,9% des voix. Le LAOS paie sans aucun doute sa participation au gouvernement sortant.

L'un des événements de ce scrutin est le résultat obtenu par le parti néo-nazi Chryssi Avghi (CA, Aube dorée), dirigé par Nikolaos Michaloliakos, qui a obtenu 6,97% des voix (21 sièges). « *Vous m'avez insulté, mis de côté, humilié, mais j'ai gagné. Maintenant, tous les étrangers hors de mon pays ! L'heure de la peur a*

sonné pour les traîtres à la patrie » a déclaré son leader dès l'annonce des résultats. Il a également indiqué que son parti allait « *lutter contre les des requins de la finance étrangers et l'esclavage imposé à la Grèce par le plan de sauvetage du FMI et l'Union européenne* ». Ce résultat est un coup de tonnerre dans un pays où la tradition antifasciste est particulièrement forte. La nationalisation des banques ayant reçu une aide de l'Etat, le réexamen de la dette nationale, l'arrestation immédiate et l'expulsion de tous les immigrés illégaux, la surveillance des frontières grecques par l'armée et la mise en place de mines antipersonnel à la frontière avec la Turquie sont les grandes lignes du programme de Chryssi Avghi qui se veut un parti « *nationaliste* » qui « *protège les Grecs* ».

« *C'est un parti fascisant qui exprime les tendances les plus extrêmes* » indique Georges Prevelakis, professeur de géopolitique. Selon Gerassimos Moschonas, politologue de l'université Pantéon d'Athènes, le parti a prospéré sur la crise économique mais également sur l'immigration. Le pays, qui compte environ un million de migrants sur un total de 11 millions d'habitants, a été, en 2010, la porte d'entrée en Europe de 9 immigrants sur 10. En 2011, 55 000 migrants ont été arrêtés en Grèce après avoir traversé le fleuve Evros (qui sépare la Grèce de la Turquie), soit + 8 000 par rapport à 2010. « *Tous ceux qui ont voté pour Chryssi Avghi ne sont pas des fascistes. Ce sont des gens qui voulaient exprimer leur rage ; c'est un vote antisystème. Beaucoup vont réaliser que Chryssi Avghi est un parti néofasciste* » a indiqué Panagiotis Sotiris, professeur à l'université d'Egée.

La participation, obligatoire en Grèce, a un peu faibli depuis les dernières élections législatives du 4 octobre 2009. Elle s'est élevée à 65,1%, soit - 5,82 points qu'il y a trois ans.

Le leader de la Nouvelle démocratie, Antonis Samaras, qui avait demandé à des compatriotes une majorité de façon à diriger la Grèce sans avoir besoin du soutien du PASOK, a perdu son pari. A l'annonce des résultats, il a appelé à la constitution d'un « *gouvernement de salut national* ». « *Nous sommes prêts à assumer la responsabilité de former un gouvernement de salut national poursuivant deux objectifs : maintenir la Grèce au sein de la zone euro et peaufiner la politique de renfloue-*

ment afin de créer de la croissance et de soulager la société grecque » a-t-il déclaré.

Le leader du PASOK, Evangelos Venizelos, qui a échoué dans son objectif de circonscrire la débâcle de son parti, a également appelé à un gouvernement d'union. Celui-ci doit, selon lui, avoir une nette orientation pro-européenne, tout en se laissant la possibilité de renégocier les termes de l'accord signé avec le FMI et l'Union européenne. « *La Grèce va vivre une nouvelle période de turbulences* » a indiqué l'un des responsables du PASOK, Panos Beglitis.

« *Un gouvernement de coalition pro-européen et pro-réformes est possible mais la Grèce continuera à naviguer dans des eaux inconnues* » a analysé Thanos Dokos, directeur général de la Fondation hellénique pour la politique étrangère et européenne (Eliamep). « *En Grèce, la vraie ligne de partage n'est pas située entre gauche et droite, mais entre privilégiés et non-privilégiés* » a déclaré Georges Sefertzis, analyste politique, qui prédit « *l'effondrement du système politique actuel* ». Les résultats du scrutin du 6 mai conduisent de nombreux analystes à envisager la tenue d'un nouveau scrutin anticipé dès l'automne prochain.

Le président de la République, Carolos Papoulias, devrait demander à Antonis Samaras, leader de la ND, de former le prochain gouvernement. Il disposera de 3 jours pour constituer une équipe. En cas d'échec, le chef de l'Etat devrait alors se tourner vers le leader du parti arrivé à la 2e place, soit Alexis Tspiras, leader de SYRIZA.

Antonis Samaras, qui aura bientôt 61 ans, est diplômé d'économie. Il entre au Parlement pour la première fois en 1977 sous l'étiquette de la ND. En 1989, il est nommé ministre des Affaires étrangères mais démissionne du gouvernement, comme l'ensemble des ministres de son parti, l'année suivante. Renommé à son poste deux mois plus tard, il est démis de ses fonctions pour avoir défendu une ligne dure dans le conflit qui oppose Athènes à Skopje sur le nom de la Macédoine (refus de voir le pays voisin prendre le nom de Macédoine, celui-ci étant le nom d'une province située au nord de la Grèce, par crainte que Skopje revendique certains territoires grecs).

Antonis Samaras quitte alors la ND, ce qui a pour effet de faire chuter le gouvernement, et fonde Printemps po-

litique. Il reviendra à son parti d'origine en 2004 et sera, cette même année, élu député européen. En 2009, il est nommé ministre de la Culture du gouvernement de Constantin Caramanlis (ND). Après la défaite de son parti aux élections législatives du 4 octobre 2009, il est élu à la tête de la ND avec 50,18% des suffrages contre l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis, (39,76%) et Panayiotis Psomiad (10,06%).

Il y a quelques jours le Premier ministre sortant, Lukas Papademos, a appelé le prochain gouvernement à « veiller à l'application efficace des réformes votées ces derniers mois ». « Tout le monde est d'accord pour dire que les lois n'ont de sens et de résultats que

lorsqu'elles sont appliquées. Or l'expérience du passé en la matière n'est pas souvent encourageante. Dans ces élections législatives se jouera l'orientation stratégique de la Grèce et son avenir pour les prochaines décennies » a-t-il ajouté.

Le prochain gouvernement devra en effet dès le mois de juin décider de plus de 11 milliards € d'économies supplémentaires pour les années 2013 et 2014 et les faire adopter par le Parlement. Il devra également s'attaquer rapidement à la préparation d'une nouvelle loi fiscale et à la réforme du système judiciaire.

Dans l'hebdomadaire To Vima publié le 6 mai, Antonis Samaras reconnaît que le risque d'une sortie de la Grèce de l'euro était toujours bien réel : « Le danger immédiat a été évité mais n'est pas totalement écarté ».

Résultats des élections législatives du 6 mai 2012 en Grèce

Participation : 65,1% (la participation est obligatoire en Grèce)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Nouvelle démocratie (ND)	1 183 851	18,85	108
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	1 051 094	16,78	52
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	827 459	13,18	41
Parti des Grecs indépendants (AE)	664 737	10,6	33
Parti communiste de Grèce (KKE)	531 293	8,48	26
Aube dorée (CA)	437 005	6,97	21
Gauche démocratique (DIMAR)	382 650	6,1	19
Alerte populaire orthodoxe (LAOS)	182 023	2,9	0
Alliance démocratique (DS)	160 280	2,6	0
Autres	851 004	13,4	0

Source : Ministère de l'Intérieur grec <http://ekloges.ypes.gr/v2012a/public/index.html#{{cls}}:main,{{params}}:{{}}>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.